



Le Kosovo fait bloc derrière son président fondateur, accusé de crimes de guerre

Par Jean-Baptiste Chastand, Vallée de la Drenica, Pristina, envoyé spécial

Alors qu'il a dû démissionner pour être jugé à La Haye pour « crimes de guerre » et « crimes contre l'humanité », Hashim Thaçi conserve son aura auprès de la population.

Il est 10 heures ce mercredi et Edouard Gashi a réuni quelques-uns de ses copains pour défiler dans des grosses berlines parées de drapeaux arborant des aigles noirs sur fond rouge, le symbole de l'Armée de libération du Kosovo (UCK). Les véhicules détonnent au milieu de la pauvreté de la vallée de la Drenica, berceau de cette guérilla albanophone qui a combattu les forces serbes en 1998 et 1999. « *L'UCK est*

sacrée et le restera toujours. Il est de notre devoir de montrer notre soutien au président », proclame un camarade devant le petit groupe aligné en rang d'oignons face aux imposantes tombes de la famille Jashari, célèbre dynastie de combattants de l'UCK, dont une cinquantaine de membres ont été massacrés par les Serbes en 1998 et qu'une bonne partie des Albanais du Kosovo voient depuis en martyrs.



A gauche, les voitures de membres de l'Association des conducteurs de Drenica décorées de portraits de l'ancien président Hashim Thaci et de l'ancien président du Parti démocratique du Kosovo Kadri Veseli, au mémorial de Prekaz des martyrs de la famille Jashari, le 18 novembre. A droite, un membre de l'association recueille les drapeaux de l'Armée de libération du Kosovo au même mémorial, le 18 novembre. | FERDI LIMANI POUR « LE MONDE »

Aucun des jeunes de moins de 20 ans réunis ce jour n'a connu la guerre, mais tous assurent que « *le président est innocent* ». A plus de 2 000 kilomètres de là, celui qu'on surnommait « Le Serpent » au sein de l'UCK comparaît en effet au même moment en ce 18 novembre devant un tribunal spécial constitué à La Haye, aux Pays-Bas.

Le 5 novembre, à 52 ans, Hashim Thaçi a dû démissionner de son poste de président de ce petit Etat des Balkans, qu'il dirige de façon quasi continue depuis son indépendance, proclamée par lui-même en 2008, après la confirmation des accusations de « crimes de guerre » et « crimes contre l'humanité ». Au côté de l'ex-chef de la branche politique de l'UCK

comparaissent également trois autres dirigeants de cette guérilla née entre ces quelques collines reculées de l'ancienne province serbe. Tous ont ensuite fait carrière à Pristina, la capitale du Kosovo.

Bilan contesté

Depuis son retrait forcé, à l'image d'Edouard Gashi, originaire du même village que M. Thaçi, la Drenica fait bloc derrière celui que beaucoup voient toujours comme un héros, malgré son bilan contesté à la tête d'un Kosovo rongé par la pauvreté et la corruption. Partout, dans cette région tapissée de mémoriaux à la gloire de l'UCK, des affiches ont été collées proclamant « *la liberté a un nom* » à côté des photos de ses ex-dirigeants.

« *Je n'ai aucune compassion pour lui vu le mal qu'il a fait pour le Kosovo après la guerre, mais l'acte d'accusation est une insulte à ma famille et à tout le peuple kosovar*, défend ainsi Bekim Jashari, descendant de la fameuse dynastie – son père a été tué par les Serbes – et désormais maire de Skenderaj, la plus grosse ville des environs. *L'UCK est l'armée la plus propre du monde, c'est d'ailleurs pour ça qu'on a eu le soutien de la communauté internationale* », insiste-t-il, sans comprendre pourquoi les alliés occidentaux du Kosovo, qui ont bombardé la Serbie en 1999, apportant alors un soutien crucial, ont ensuite réclamé avec autant d'insistance qu'on juge les crimes de l'UCK.



Bekim Jashari, le maire de Skenderaj, dans son bureau de la mairie, le 18 novembre 2020. | FERDI LIMANI POUR « LE MONDE »



Détails du bureau de Bekim Jashari, maire de Skenderaj et membre de la famille d'Adem Jashari, le 18 novembre 2020. | FERDI LIMANI POUR « LE MONDE »

Le malaise date de 2010 et de la [publication d'un rapport du Conseil de l'Europe](#) qui hante toujours le Kosovo. Son auteur, le Suisse Dick Marty, décrit une UCK davantage proche d'une

« *structure mafieuse* » que d'une « *armée de guérilleros* ». Il affirme que l'organisation a pratiqué des détentions illégales, des exécutions extrajudiciaires, et qu'elle s'est surtout livrée à du « *trafic d'organes* » sur certaines de ses victimes.

Accusés d'avoir couvert ces actes infamants, les Etats-Unis et l'Union européenne forcent le Kosovo à mettre en place un tribunal spécial en 2015. De droit kosovar, mais siégeant à La Haye avec des juges internationaux, cette « chambre spéciale » a publié ses premiers actes d'accusation en 2020. Celui mettant en cause l'ombrageux et austère M. Thaçi ne reprend pas, dans sa formulation actuelle, les accusations de trafic d'organes, mais dresse une longue liste de « *meurtres, tortures et actes inhumains* » commis sur des dizaines de détenus serbes ou roms ainsi que sur des opposants albanais, pendant ou juste après la guerre.

Plusieurs de ces crimes ont déjà été jugés par le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie et par des cours kosovares, mais seuls des responsables de second rang de l'UCK ont été jusqu'ici condamnés. Les procureurs de la chambre spécialisée accusent, eux, les anciens dirigeants de la guérilla d'avoir constitué « *une entreprise criminelle collective avec pour objectif de prendre le contrôle du Kosovo* ». « *Une entreprise criminelle, l'UCK ? J'étais là, je les connais, j'ai beaucoup de problèmes avec les accusés, mais je sais qu'ils ne sont pas des criminels organisés. Certains ont pu commettre des crimes individuellement, mais présenter l'ensemble de cette armée ainsi heurte le cœur de notre libération* », s'étouffe Albin Kurti, leader du parti nationaliste de gauche Autodétermination.

Avant son arrestation, cet adversaire de toujours de M. Thaçi, également ancien de l'UCK, n'hésitait pas à le traiter de « *criminel* » en plein hémicycle. Mais, désormais, il demande que l'Etat kosovar « *coordonne* » la défense des accusés, officiellement « *pour protéger l'image de l'UCK* ». Pristina a d'ailleurs déjà mis en place un fonds au fonctionnement opaque pour prendre en charge les dépenses d'avocats et les frais de voyage des familles des accusés.



A gauche : affiche d'anciens combattants de l'UCK, dans le centre-ville de Skenderaj, l'ancien bastion de l'Armée de libération du Kosovo. A droite, le monument d'Adem Jashari, le commandant de l'Armée de libération du Kosovo, au mémorial des martyrs de la famille Jashari dans le village de Prekaz, près de Skenderaj, le 18 novembre 2020. | FERDI LIMANI POUR « LE MONDE »

A son image, pas un responsable politique albanais ne considère le procès mené à La Haye comme légitime, même au sein de la Ligue démocratique du Kosovo (LDK), héritière du mouvement nationaliste pacifiste. Plusieurs de ses membres ont pourtant été assassinés après le conflit dans des conditions non élucidées, alors que les forces serbes avaient déjà quitté le pays. Sans surprise, l'acte d'accusation affirme que l'UCK était derrière une partie de ces crimes. *« Après la guerre, beaucoup de gens de la LDK ont été tués pour des raisons politiques, mais on pense que c'est à notre système judiciaire de régler ça »*, défend ainsi le député LDK Haxhi Avdyli, qui souligne que les accusés *« ont toujours répondu aux convocations de la justice »* et que *« la majorité des Kosovars ne pensent pas qu'ils sont coupables »*.

« Je ne m'attendais pas à une campagne aussi forte contre la chambre spécialisée, notamment dans les médias. Il était pourtant évident qu'Hashim Thaçi finirait par être mis en accusation », s'étonne Bekim Blakaj, directeur kosovar de l'ONG Centre pour le droit humanitaire, qui se bat pour obtenir

justice pour les plus de 10 000 victimes civiles de ce conflit, dont 1 200 Serbes.

Fuite inquiétante

Si tous les Albanais affirment vouloir la justice pour toutes les victimes, ils reprochent avant tout à la Serbie de refuser de faire la lumière sur la totalité des crimes de guerre commis par ses forces. Vingt ans après la guerre, Belgrade freine les recherches de charniers et ne reconnaît toujours pas l'indépendance de son ancienne région, ce qui complique toute forme de réconciliation.

Mais le déni peut-il aller jusqu'au sabotage ? Par trois fois ces derniers mois, l'association des vétérans de l'UCK a en tout cas mis sur la place publique des documents dont elle affirmait qu'ils avaient fuité de la chambre spécialisée. Si la totalité des médias kosovars ont refusé de les publier face aux menaces de poursuites, il est évident qu'au moins une partie de ces documents proviennent bien de la Cour. Une fuite particulièrement inquiétante, alors que les menaces et les disparitions de témoins ont déjà entravé plusieurs fois la justice internationale lorsqu'elle a voulu juger les crimes albanais dans le passé.



La place principale du village de Likoc et le carrefour des routes Martyrs-de-Likoc et Quartier-Général-de-l'UCK, où l'Armée de libération du Kosovo avait son quartier général pendant la guerre. | FERDI LIMANI POUR « LE MONDE »



A gauche : Nusret Kadru, 49 ans, un ancien soldat de l'Armée de libération du Kosovo, le 18 novembre. A droite : un bunker dans le jardin de l'ancien quartier général de l'UCK à Likoc, dans la région de Drenica, le 18 novembre 2020. | FERDI LIMANI POUR « LE MONDE »

Le procès ne devrait pas démarrer avant l'été 2021. Hashim Thaçi a plaidé non coupable lors de sa comparution préliminaire. Sûr de son fait, il a déjà prévenu qu'il « *ne disait pas adieu* » au Kosovo, « *mais au revoir* ». Même si la justice finit par le condamner, rien ne dit en effet que sa carrière politique sera finie. Dans les collines de la Drenica, il suffit de se rendre dans le village de Likoc pour s'en rendre compte. Brutalement attaqué par les Serbes pendant la guerre, ce village abrite en son cœur une petite maison en brique rouge qui était le quartier général de l'UCK, mais aussi un lieu de détention. La justice kosovare a condamné définitivement en 2017 dix ex-membres de la guérilla pour y avoir torturé des détenus.

L'acte d'accusation du tribunal de La Haye mentionne de nouveau seize fois le nom du village de Likoc pour différentes formes de mauvais traitements et de meurtres qui y ont eu lieu, mais Nusret Kadru, ancien policier militaire au sein de l'UCK, qui tient désormais un stand de lavage de voitures à 100 mètres du bâtiment, n'en démord pas : « *Il n'y a eu aucune torture ou aucun mort ici, seuls les Serbes ont commis des crimes* », affirme-t-il, en rejetant le verdict des cours kosovares. Inutile de préciser que, derrière lui, le bâtiment en brique rouge a été transformé en mémorial à la gloire de l'UCK, sans faire aucune mention de ses victimes